

# L'archéologie grecque à la dérive ?

## Un patrimoine menacé au cœur de l'Europe

*Le manque d'argent met en péril le patrimoine culturel grec. Sites abandonnés, salles de musées fermées, archéologues mis à la retraite d'office, salaires amputés... la liste est longue des coups portés à ce qui fait pourtant l'image de la Grèce dans le monde : son patrimoine archéologique et historique extraordinaire. Au cœur de l'Europe, va-t-on laisser croître, pour des raisons purement économiques, un pillage organisé et toléré du patrimoine ?*

**ELISABETH KÁROLYI-PAPACHRISTOPOULOS**

**L**A crise économique mondiale, l'endettement de la Grèce et ses importants problèmes structurels ont conduit en 2010 à la mise en place d'une force opérationnelle internationale destinée à relever l'économie du pays. Mais les mesures d'austérité qui s'en sont suivies mettent en péril nombre de secteurs, dont celui de l'archéologie. Les coupures budgétaires et leurs conséquences incitent les archéologues grecs à dénoncer le désengagement de l'État de sa mission de protection et valorisation du patri-

moine. Or le patrimoine grec n'est-il pas aussi le nôtre ?

### Un budget peau-de-chagrin

De 18,5 millions d'euros en 2010 (soit moins de 1% du budget total de l'État), le budget du ministère de la Culture grec est passé en 2011 à 12 millions d'euros, pour être revu à 8 millions d'euros en 2012. Les plus Cassandra prédisent 50% de coupes supplémentaires pour 2013.

Suite à la décote des obligations d'État, le service archéologie qui avait été

PAGE DE GAUCHE.

EN HAUT. La Grèce compte 19 000 sites archéologiques déclarés et 210 musées d'antiquité.

EN BAS. Le nouveau musée de l'Acropole, qui a ouvert ses portes en 2009, se veut fidèle aux marbres du Parthénon réclamés par la Grèce au British Museum depuis les années 1980. Pour Helena Korkali membre de l'ICAHM et secrétaire du comité de restitution des marbres, la crise économique ne doit pas être considérée comme un frein dans cette lutte : "Ce sujet méritait à voir avec l'économie de notre pays. C'est une question beaucoup plus large de moralité, de magnanimité et de partage", affirme-t-elle.

Photo © Peter M. Courtesy of Bernard Tschumi Architects



CI-DESSUS. Manifestation du 27 juin 2011 regroupant les communistes grecs et le Front militant des travailleurs (PAME) sur l'Acropole d'Athènes où des banderoles en anglais et en grec dénonçant l'austérité ont été déployées pour l'occasion. Photo © Y. Karahalios, Reuters

contraint par la loi d'investir dans ces dernières une grande partie de son fonds des recettes archéologiques, en a perdu près des trois quarts au mois de mai.

De ce qu'il reste, le service doit aujourd'hui verser 40% au ministère des Finances pour le remboursement de la dette. Ce fonds, qui rassemble les recettes directes des musées et sites archéologiques, issues de la billetterie, des boutiques ou encore des droits de tournage, sert notamment à assurer les dépenses urgentes ou imprévues (relatives à l'entretien par exemple) ainsi qu'à indemniser les propriétaires privés lorsque des fouilles doivent être réalisées sur leurs terrains. "Ne plus pouvoir bénéficier pleinement de cette ressource est un gros handicap pour le

fonctionnement quotidien des sites et des musées", explique Despina Koutsoumba, archéologue à l'éphorat pour les antiquités sous-marines et présidente de l'association des archéologues grecs. "Cela met aussi un terme à notre travail d'archéologie préventive", regrette-t-elle.

Ce n'est pas tout. En novembre 2011, la loi sur la retraite obligatoire et le licenciement d'une partie du personnel de sécurité ont engendré une baisse d'effectifs de 10% au sein du ministère. On annonce de plus une nouvelle vague de retraite anticipée à 53 ans avant la fin de l'année. "Nous avons dû nous défaire de notre personnel le plus expérimenté, déplore Despina Koutsoumba, or les archéologues de 53 ans ne sont pas vieux, au contraire, ils sont dans leur âge le plus productif", poursuit-elle avant de conclure que si le personnel diminuait davantage, il ne suffirait plus à couvrir les besoins fondamentaux. Mais ce sont les chiffres qui ont le dernier mot ces temps-ci, et avec les salaires les plus élevés de leur

service (1 550 euros par mois), ce personnel émérite a le premier payé les pots cassés. Bien que plus chanceux ceux qui restent ont vu leur salaire dégringoler de 25%.

### Des catastrophes en chaîne

Les licenciements ont entraîné la fermeture de nombreux petits musées notamment dans les îles, tandis que les grands musées, comme le musée national d'Archéologie ou encore celui d'art byzantin à Athènes, n'ont d'autre choix que de réduire leurs heures d'ouverture et de fermer certaines salles au public. L'absence de moyens a en outre laissé en plan des centaines de fouilles et de recherches scientifiques en cours. Seules celles menées en collaboration avec des institutions étrangères et pour lesquelles le gouvernement est lié par contrat se poursuivent aujourd'hui. Constatation alarmante, les archéologues ont noté un accroissement de 25% des fouilles illicites à travers le pays au cours des deux dernières années. Le cimetière mycénien c

Daphni, dans la préfecture d'Olympie, un site proche de Corinthe et l'île de Kalymnos ont en l'occurrence subi des pillages. *"On trouve beaucoup d'excavations illégales à l'ouest de la Grèce, dans les régions les plus pauvres, les plus touchées par le chômage. Elles sont faites par des amateurs car les trous sont réalisés n'importe où à proximité de sites antiques, alors que les pilliers professionnels savent exactement où chercher et le font proprement. Ces pillages sont le fait de personnes désespérées à la recherche d'un trésor. Les Grecs savent bien qu'il est interdit de s'approprier des trouvailles archéologiques, mais aujourd'hui, beaucoup estiment qu'ils n'ont plus le choix"*, se désole Despina Koutsoumba.

Ces pillages s'ajoutent aux vols de la pinacothèque d'Athènes et du musée d'Olympie, qui ont fait grand bruit au début de l'année. La présidente de l'association des archéologues grecs dément qu'ils soient tous le résultat des mesures d'austérité, mais affirme qu'il est facile de faire un lien entre leur hausse brutale et la diminution du personnel de sécurité. Alors que des gardiens de territoires se déplaçaient quotidiennement sur les différentes zones à surveiller jusqu'à l'année dernière, tous ont aujourd'hui été rapatriés dans les musées et sites de façon à ce que ceux-ci puissent rester ouverts au public. *"N'ayant plus la possibilité de faire des fouilles, ajoute Koutsoumba, nous-mêmes archéologues ne nous déplaçons plus, le champ est donc libre pour les pilliers."*

### **L'appel à l'aide des archéologues grecs**

Avec l'espoir de faire changer les choses, l'association des archéologues grecs a lancé en mars 2011 un "appel international", suivi d'une conférence internationale. Les quelques pages traduites en anglais, français et espagnol tentent d'expliquer au monde entier les risques encourus par le patrimoine hellénique suite aux mesures d'austérité d'une part, et le professionnalisme des archéologues grecs d'autre part. Elles ont pour objectif de sensibiliser le public à la cause du secteur et de changer l'image négative que les médias

donnent des fonctionnaires grecs.

Dans cet appel, on peut notamment lire : *"Protégez le patrimoine culturel de Grèce contre les coupes du FMI. Sous le prétexte de la crise économique mondiale, et ayant le Fonds monétaire international comme cheval de Troie, les mesures de frugalité et d'austérité dissipent la cohérence sociale et l'État de droit, étranglent la dignité du pays et la démocratie elle-même, menacent l'environnement naturel aussi bien que culturel, fortune inappréciable du peuple grec. [...] Les monuments n'ont pas de voix, les monuments ont besoin de nous ! Nous, les 950 archéologues grecs, fonctionnaires publics du ministère de la Culture, nous refusons l'impasse à laquelle le FMI et la Troïka mènent notre pays et notre patrimoine. Nous ne sommes pas surnuméraires, nous n'avons jamais touché de gros salaires. Nous nous employons pour la culture et les monuments partout en Grèce, malgré le manque de personnel et de moyens, avec beaucoup de travail personnel, de volontarisme et de zèle, dévoués au savoir scientifique et attachés au rôle social de la culture. [...] Le Service archéologique a toujours refusé les dilapidations, le luxe et la corruption qui caractérisent par ailleurs le système politique, celui qui actuellement promet « le salut » du pays. [...] Nous essayons de préserver vivante la mémoire historique, sachant qu'un peuple condamné à répéter les mêmes fautes. Les monuments ne peuvent pas crier ! Toi, tu le peux ! Nous faisons appel à nos collègues partout dans le monde, aux intellectuels, aux citoyens des pays d'Europe et du monde entier, solidaires au peuple grec : défendez le patrimoine culturel et la mémoire historique. [...] Résistez ! Défendez la démocratie. Europe sans mémoire, Europe sans avenir."*

En juin dernier, les archéologues jettent un nouveau pavé dans la mare en diffusant sur Internet une vidéo d'une minute représentant une fillette se promenant avec sa mère dans un musée d'antiquités. La petite fille s'aventure seule dans des galeries fermées au public. Alors qu'elle admire une korè, une main gantée vient brusquement la

saisir. Écran noir. Retour sur l'image : l'enfant est toujours là, dans la salle des sculptures archaïques. C'est la korè qui a été kidnappée. *"Sans culture, pas d'avenir"*, conclut le film. Toujours visible sur Youtube, son passage à la télévision a été censuré par les autorités estimant qu'il s'agissait d'une mauvaise publicité pour les musées donnant une mauvaise image du pays. L'association des archéologues grecs, dont le but aujourd'hui est de faire parler d'elle et des problèmes qu'elle affronte, s'indigne de cette réaction.

### **Que fait la communauté internationale ?**

Remplissant son rôle de médiateur et plate-forme d'échange pour la protection et la valorisation du patrimoine, la section hellénique d'ICOMOS a organisé en mai dernier, en collaboration avec l'ICAHM (Comité international pour le patrimoine archéologique), une conférence internationale sur "l'avenir de la gestion de la protection du patrimoine en période de crise économique".

Des intervenants de tous les continents sont venus exposer leurs travaux : *"Il n'y a pas que la Grèce qui souffre de la crise économique"*, explique Helena Korka, archéologue d'origine américaine travaillant au sein du ministère de la Culture grec et responsable de la section hellénique de l'ICAHM. *"C'est un problème plus large, européen, poursuit-elle. D'autres régions du monde rencontrent également des difficultés, parfois plus grandes, comme les guerres lors desquelles le patrimoine est détruit. Nous pouvons aussi apprendre de leurs expériences."*

Des spécialistes venus de plusieurs pays d'Europe ainsi que d'Algérie, d'Arménie, d'Iran, d'Israël, d'Inde, d'Australie, des États-Unis et de Chine, des représentants d'institutions internationales telles que l'Unesco, l'ICOM, l'ICCROM (Centre international d'étude pour la conservation et la restauration des biens culturels), l'ICORP (Comité scientifique international de préparation aux risques) et l'EPL (Organisation internationale de droit public européen) sont venus participer à l'intense programme de conférences (dont les actes sont téléchargeables sur le site Internet de l'ICOMOS) tenu au



## Rencontre avec Alexandre Farnoux, directeur de l'École française d'Athènes.

### Archéologia. Quelle est la part des écoles étrangères dans l'activité archéologique en Grèce ?

**Alexandre Farnoux.** Nous sommes dix-sept instituts étrangers dont la majorité réalise des fouilles, des relevés et étudie du matériel dans les musées. Le gouvernement grec donne six autorisations de travail sur le terrain par institut et par an : trois au nom propre de l'institut et trois que ce dernier doit réaliser en collaboration avec le service archéologique grec. Ces autorisations s'accompagnent de droits d'exploitation et de devoirs de conservation : nous devons produire des données nouvelles sur les sites et objets découverts, et en assurer la conservation immédiate, ce que nous faisons généralement dans des réserves des musées archéologiques locaux. La mise en valeur est assurée par le service archéologique grec : c'est là que l'on peut commencer à parler des problèmes liés à la crise.

### Pouvez-vous nous expliquer en quoi les coupes budgétaires grecques pèsent sur vos travaux ?

Le service archéologique grec n'ayant plus les moyens d'assurer lui-même la mise en valeur de son patrimoine archéologique, celles-ci se font aujourd'hui essentiellement sur financements européens. Il s'agit de programmes ESPA qui constituent aujourd'hui une ressource considérable pour les sites. Elle n'est peut-être pas suffisante, mais elle est cruciale pour leur mise en valeur.

### Les instituts étrangers peuvent-ils faire quelque chose pour aider le service archéologique grec ?

Nous avons plusieurs moyens d'agir, comme l'intégration dans notre programmation d'actions pouvant aider nos collègues grecs dans des opérations qui, avant, auraient été assumées par eux. Il nous est

par exemple possible de prendre en charge l'étude technique requise pour la préparation d'un dossier ESPA, car elle demande des moyens que le service archéologique grec n'a plus à disposition. Certaines écoles étrangères le font déjà et je propose de le faire à l'École française d'Athènes. Dans d'autres cas, les écoles étrangères proposent des programmes d'étude qui concourent à la protection et à la mise en valeur d'un site, comme par exemple à Thasos où la présence de l'eau menace les ruines de l'agora : une étude géomorphologique et hydrologique, en collaboration avec le service archéologique, est en cours pour trouver une solution.

### Avez-vous pensé à dénoncer la situation grecque auprès des autorités françaises, comme un des moyens de résistance préconisés par l'association des archéologues grecs ?

Tout d'abord, il me semble important de signaler que malgré une situation extrêmement difficile, le service archéologique grec et le ministère de la Culture assurent de manière héroïque un certain nombre de tâches essentielles et même au-delà. Il est dommage qu'on ne parle pas de ces réalisations. La presse internationale n'a par exemple rien dit de l'exposition que le musée archéologique national d'Athènes présente jusqu'au 28 avril 2013 et qui porte sur les trésors de l'épave retrouvée au large d'Anticythère et remontés à la surface au début du XX<sup>e</sup> siècle puis en 1976. C'est une des plus belles expositions que le musée ait mise en place ces dernières années, la scénographie est d'une grande originalité et les organisateurs ont également eu recours à l'imagerie 3D et aux radiographies 3D. Après, il est vrai que le patrimoine archéologique est en danger, les coupes budgétaires et les licenciements ne permettant plus au service archéologique d'assurer normalement les fouilles de sauvetage et ponctuelles sur le terrain. C'est un grand problème. Mais en tant qu'opérateurs étran-

gers il nous est difficile d'intervenir sur ce sujet autrement qu'en aidant concrètement sur place et en coopérant au maximum pour atténuer les effets de la crise. Nous sollicitons des moyens supplémentaires auprès de nos tutelles ou de financeurs privés pour compenser le manque de moyens. C'est un devoir de solidarité que nous assumons.

CI-DESSUS. Alors que certains archéologues suggèrent le ré-enfouissement de sites partiellement découverts dans le but de lutter contre les fouilles illégales, Despina Koutsoumba (présidente de l'association des archéologues grecs) estime que cette méthode, pratiquée en temps de guerre, n'est pas à l'ordre du jour : "nous avons encore des moyens de lutter pour la protection des sites avant d'en venir à ce genre de solutions extrême qui par ailleurs ne rebutera pas les pilleurs", assure-t-elle. Photo © GK

gers il nous est difficile d'intervenir sur ce sujet autrement qu'en aidant concrètement sur place et en coopérant au maximum pour atténuer les effets de la crise. Nous sollicitons des moyens supplémentaires auprès de nos tutelles ou de financeurs privés pour compenser le manque de moyens. C'est un devoir de solidarité que nous assumons.

### Le volontariat pourrait-il être une solution ?

Nous le pratiquons régulièrement à l'EFA. Il y a en France une longue culture du bénévolat dans le domaine de l'archéologie : dès les années 1970, l'archéologie est assurée par des volontaires encadrés par un personnel d'État, avec l'AFAN. La Grèce n'a pas connu cette phase, elle n'est donc pas familière de ce genre de solution. Mais cela va changer, car le volontariat est en train de se développer ici, en particulier dans le domaine environnemental : des associations de citoyens se forment pour nettoyer des sites ou mettre en valeur des quartiers. Le volontariat se développe aujourd'hui en Grèce, pas seulement dans les milieux alternatifs. Petit à petit, cela va rentrer dans les mœurs. Et je pense que nos collègues grecs vont trouver une réponse appropriée pour utiliser ces forces d'étudiants qui se proposent, avec bien sûr un encadrement qualifié

Propos recueillis par  
Elisabeth Károlyi-Papachristopoulou

nouveau musée de l'Acropole d'Athènes pendant deux jours.

Les meilleures pratiques en matière d'archéologie durable, des modèles de gestion de sites et musées, l'emploi des nouvelles technologies, la conception d'abris pour les fouilles en cours, la lutte contre les excavations illégales, la protection des collections, la recherche de financements, l'évaluation des risques et le potentiel économique du patrimoine comptaient parmi les différents thèmes évoqués. À l'issue des rencontres, plusieurs intervenants étrangers avaient amorcé des discussions avec des responsables grecs pour la mise en place de projets conjoints dans l'optique d'obtenir des fonds européens.

*"La crise n'est pas seulement grecque, doit bien admettre Despina Koutsoumba, ce que nous demandons aux archéologues étrangers, notamment ceux qui travaillent en Grèce, c'est de parler de nous dans leurs pays respectifs, de nos compétences et des problèmes que nous affrontons."*

*"Si ces professionnels écrivaient à leurs ministres en dénonçant la situation grecque, s'ils faisaient comprendre à leurs gouvernements, européens en particulier, que ce que nous vivons les affectent également, alors les dirigeants internationaux pourraient peut-être avoir une attitude différente vis-à-vis de notre pays et de ce qu'ils lui imposent à travers les mesures d'austérité",* ajoute Helena Korka. L'appel international, la médiatisation, les manifestations des archéologues ont donc pour but ultime de toucher les sphères dirigeantes internationales pour les convaincre que les restrictions budgétaires ne sont pas sans conséquences. Despina Koutsoumba rapporte en outre le cas d'une classe d'étudiants français ayant proposé bénévolement ses services sur un champ de fouille. Au grand désespoir de la présidente de l'association des archéologues grecs, le ministère n'a pu trouver de quoi loger les jeunes et l'offre a dû être déclinée. De l'avis de tous, le volontariat et les échanges de personnels qualifiés seraient les bienvenus. Mais pour que cela soit possible, les autorités doivent mettre en place un cadre juridique qui

n'est pas encore à l'ordre du jour... Enfin, selon Athanasia Psaltis, directrice de l'éphorat des antiquités préhistoriques et classiques et responsable du site de Delphes, une autre façon de soutenir le pays est de renforcer le tourisme culturel et l'organisation d'expositions conjointes. Un message qu'il n'est pas inutile de faire passer à l'heure où les tour-operators déplorent l'annulation de voyages en Grèce de vacanciers effrayés par le climat économique et social du pays, ou du moins l'image qui en est donnée par les médias.

### Subventions et donations

*"Les sites archéologiques et leurs musées appartiennent à l'État et cela doit rester ainsi. C'est le rôle de l'État de conserver et valoriser son patrimoine, nous voulons qu'il remplisse son rôle",* clame haut et fort la présidente de l'association des archéologues.

Mais quelles alternatives financières alors à l'heure des coupures budgétaires ?

L'Union européenne finance la restauration de monuments, les projets muséaux et la réalisation d'expositions. Aujourd'hui, les archéologues grecs planchent sur leurs candidatures pour obtenir des subventions. En outre, si la privatisation du secteur est exclue, les donations sont les bienvenues, mais pas toujours encouragées. *"Bien que ces dons soient déductibles des impôts pour les personnes résidant en Grèce, le processus est si compliqué qu'il en rebute beaucoup,* regrette Athanasia Psaltis. *Nous profiterions beaucoup d'un cadre législatif plus souple."*

Quant aux dons venus de l'étranger, Helena Korka (familière des modes de financement outre-Atlantique de la culture qui, à l'inverse de chez nous, dépend surtout de dons privés et est presque entièrement affranchie de l'État) propose l'idée d'une plateforme permettant aux personnes ne résidant pas en Grèce de faire une donation. Mais un tel système semble encore loin des préoccupations du ministère.

### Un quotidien éprouvant

Pour les archéologues encore en poste, il ne reste plus qu'un important travail administratif à accomplir, ainsi que les

quelques fouilles préventives financées par les entreprises de construction. Passionnés, beaucoup poursuivent leurs recherches scientifiques sur leur temps libre. Athanasia Psaltis se félicite quant à elle d'avoir pu réaliser cette année sur le site de Delphes, avec un budget serré, une signalétique en trois langues ainsi que quelques travaux de maintenance de la voie sacrée. Un projet d'interface numérique du site antique a également fait l'objet d'une demande de subvention européenne. Il vient compléter l'application pour *smartphone* conçue en collaboration avec l'École française d'Archéologie. Cadeau des dieux, ou plutôt de deux sœurs originaires d'Arcadie, mesdames Andreopolou, 100 000 euros versés au site de Delphes vont permettre d'amorcer la restauration de l'ancien théâtre. Une chance rare. *"À l'heure actuelle, notre mission est de tout faire pour garder nos musées et nos sites ouverts et organiser des activités éducatives à destination des publics",* souligne Despina Koutsoumba qui évoque le cas de l'éphorat des antiquités de Thessalonique ayant organisé un festival de trois jours avec concerts, projections de film et pique-niques dans l'agora romaine.

La présidente de l'association des archéologues lance aussi l'idée de jumeler des sites archéologiques à des établissements scolaires et d'organiser des manifestations d'art contemporain au cœur des lieux antiques. Le 21 octobre dernier, l'entrée dans tous les musées et sites archéologiques du pays était gratuite, ainsi que la participation à des programmes éducatifs et des manifestations culturelles mises en place pour l'occasion. *"Ce type d'initiative est la meilleure façon de sensibiliser les gens à l'histoire et à la culture – ce qui est très important dans un pays où le parti néonazi a reçu 7% de votes aux dernières élections,* affirme Koutsoumba avant de conclure : *Nous essayons de faire comprendre aux gens que la culture n'est pas un gâchis d'argent, c'est un besoin social. Notre combat, c'est que la crise économique ne devienne pas une crise éthique et culturelle."*

Elisabeth Károlyi-Papachristopoulos